



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 15 OCTOBRE 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 15TH OCTOBER, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

3401

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

3402

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes :

Québec, 19 août 1921.

M. Gaudias Hébert, Québec, inspecteur des établissements industriels et des édifices publics pour la division de Québec ;

M. Joseph-Henri Garand, fonctionnaire attaché à la commission des liqueurs, Napierville, juge de paix pour le district d'Iberville.

MM. Thomas-C. Kirby, gérant, Montréal, et Onésime Lavigne, plombier, du Sault-au-Récollet, près de Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Québec, 23 août 1921.

M. Hégésippe Tremblay, professeur, Lachute, Argenteuil, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection suivant : Comprenant la partie Ouest du comté de Saguenay comprise entre le comté de Charlevoix et de la rivière Portneuf, en y ajoutant les municipalités dont les noms suivent, à détacher du district de M. l'inspecteur Plamondon :

Du côté nord du Saguenay : Saint-Charles, 4 écoles ; Bourget, 7 ; Saint-Honoré, 6 ; Sainte-Anne, paroisse, 12 ; Sainte-Anne, village, 3 ; Harvey (Saint-Fulgence), 7 ; 39 écoles.

Du côté sud du Saguenay : Petit Saguenay, 4 écoles ; Anse Saint-Jean, 5 ; Saint-Félix-d'Otis, 2 ; Ferland, 1 ; Grande Baie, paroisse, 7 ; Grande Baie, village, 3 ; Bagotville, partie nord, 7 ; Bagotville, village, 2 ; Port Alfred, 1 ; (32) écoles, en tout 71 écoles.

MM. Joseph D'Auteuil et Adélarid Rioux, cultivateurs, de Saint-Jean-de-Dieu, comté de Témiscouata, juges de paix pour le district de Kamouraska.

Québec, 1er septembre 1921.

MM. Théodore Devin, cultivateur, et Wilfrid Gingras, marchand, de Saint-Amédée-de-Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, juges de paix pour le district de Roberval.

M. le notaire L.-M. Veilleux, de Saint-Ludger, comté de Frontenac, juge de paix pour le district de Roberval.

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, to wit :

Quebec, 19th August, 1921.

Gaudias Hébert, Quebec, to be inspector of the establishments and public buildings for the Quebec division.

Joseph-Henri Garand, employee of the Liquor Commission, Napierville, to be a justice of the peace for the district of Iberville.

Thomas-C. Kirby, manager, Montreal, and Onésime Lavigne, plumber, of Sault-au-Récollet, near Montreal, justices of the peace for the district of Montreal.

Quebec, 23rd August, 1921.

Hégésippe Tremblay, professor, Lachute, Argenteuil, to be school inspector, for the following inspection district : comprising the west part of the county of Saguenay included between the county of Charlevoix and the Portneuf river with the addition thereto of the hereinafter named municipalities to be detached from the district of school inspector Plamondon :

From the north side of the Saguenay : Saint-Charles, 4 schools ; Bourget, 7 ; Saint-Honoré, 6 ; Sainte-Anne, parish, 12 ; Sainte-Anne, village, 3 ; Harvey (St-Fulgence), 7 ; 39 schools ;

From the south side of the Saguenay ; Petit-Saguenay, 4 schools ; Anse Saint-Jean, 5 ; Saint-Félix-d'Otis, 2 ; Ferland, 1 ; Grande-Baie, parish, 7 ; Grande-Baie, village, 3 ; Bagotville, north part, 7 ; Bagotville, village, 2 ; Port-Alfred, 1 ; (32) schools, 71 schools in all.

Joseph D'Auteuil and Adélarid Rioux, farmers, of Saint-Jean-de-Dieu, county of Témiscouata, to be justices of the peace for the district of Kamouraska.

Quebec, 1st September, 1921.

Théodore Devin, farmer, and Wilfrid Gingras, merchant, of Saint-Amédée-de-Péribonka, county of Lake Saint John, to be justices of the peace for the district of Roberval.

L.-M. Veilleux, Notary, of Saint-Ludger, county of Frontenac, justice of the Peace for the district of Roberval.

MM. Eusèbe Gauthier, cultivateur, et Evariste St-Cyr, entrepreneur-menuisier, tous deux de Ville-Marie, comté de Témiscamingue, juges de paix pour le district de Pontiac.

Québec, 12 septembre 1921.

M. Alfred-T. Carter, marchand, de Gaspé, Qué., juge de paix pour le district de Gaspé.

Québec, 15 septembre 1921.

Mtre Emile Gagnon, C. R., Baie Saint-Paul, Charlevoix, magistrat de district pour les districts de Saguenay et Chicoutimi, avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district dans toute l'étendue de la province.

M. Théodore Grignon, gentilhomme, de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Terrebonne.

MM. A.-O. Boismenu, bourgeois, Elias-B. Tabah, importateur, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

Québec, 24 septembre 1921.

M. Joseph-Edouard Lapointe, gentilhomme, Québec, juge de paix pour le district de Québec.

MM. Euclide Grégoire, agent télégraphiste, Wilbrod Landry, et R. Vanvliet, marchands, tous trois de Lacolle, comté de Saint-Jean, juges de paix pour le district d'Iberville. 3555

Eusèbe Gauthier, farmer, and Evariste St-Cyr, master-joiner, both of Ville-Marie, county of Temiscamingue, to be justices of the peace for the district of Pontiac.

Quebec, 12th September, 1921.

Alfred-T. Carter, merchant, of Gaspé, to be a justice of the peace for the district of Gaspé.

Quebec, 15th September, 1921.

Emile Gagnon, advocate and King's Counsel, Baie Saint-Paul, Charlevoix, to be a magistrate for the districts of Saguenay and Chicoutimi, with joint jurisdiction with all other districts magistrates over the whole Province ;

Theodoré Grignon, gentleman, of Saint-Jérôme, county of Terrebonne, to be a justice of the peace for the district of Terrebonne.

A.-O. Boismenu, gentleman, Elias-B. Tabah, importer, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Quebec, 24th September, 1921.

Joseph-Edouard Lapointe, gentleman, Quebec, to be a justice of the peace for the district of Quebec.

Euclide Grégoire, telegraph operator, Wilbrod Landry and R. Vanvliet, merchants, all of Lacolle, county of Saint-John, to be justices of the peace for the district of Iberville. 3556

Lettres patentes

Letters patent

" International Exchange Company, Limited".

" International Exchange Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de septembre, 1921, constituant en corporation : Mihail Sibareano, courtier ; Vasile Rotari, marchand ; Salluste Lavery, Maurice Demers, tous deux, avocats ; Thomas Robillard, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme courtiers en actions, obligations et débetures ;

Agir comme agents à commission, acheteurs et vendeurs de parts, obligations et débetures ou d'aucuns autres titres, à l'enchère ou autrement ;

Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner et autrement trafiquer de parts, obligations, débetures, biens-fonds et propriétés en développer, exploiter les produits et en disposer ;

Solliciter, obtenir, enrégistrer, louer, acheter ou autrement acquérir des marques et noms de commerce, compagnies, brevets d'invention, licences, concession et choses semblables conférant aucun droit breveté, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Acquérir, construire, posséder et exploiter des magasins et hôtels de tous genres d'affaires, tenir aussi des offices de placement ;

Tenir une agence générale de vente de billets pour le transfert par terre et par eau ; agir comme agents de navigation et d'assurances ;

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of September, 1921, incorporating : Mihail Sibareano, broker agent : Vasile Rotari, merchant ; Salluste Lavery, Maurice Demers, both advocates ; Thomas Robillard, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on business as dealers in stocks, bonds and debentures ;

To act as brokers, commission agents, buyers and sellers of stocks, bonds and debentures or any other securities by auction or otherwise ;

To purchase, acquire, lease, sell, dispose of and otherwise deal in stocks, bonds, debentures, real estate and property and develop and exploit and dispose of the products thereof ;

To supply for, obtain, register, lease, license, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, companies, patents of inventions, licenses and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use them or any secret or other information as to invention which may be seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired ;

To acquire, construct, own and operate stores and hotels in all lines of mercantile business, and to operate labor bureaus ;

To carry on a general ticket agency for transportation by land or water ; to act as steamship agents, and insurance agents ;

Faire un commerce général d'expédition, y compris le nolissement des vaisseaux, et transports de tout genre ; agir aussi comme agents du tourisme et du fixe ;

Tenir un bureau général d'échange ;

Développer et faire valoir aucun terrain acquis par la compagnie, ou dans lequel elle est intéressée spécialement en le divisant et préparant pour fins de construction, en construisant, altérant, démolissant, décorant, entretenant, aménageant et améliorant des bâtisses et commodités, en le plantant d'arbres, par le pavage, le drainage, la fertilisation et la culture, en le louant à bail ou convention de construction, en prêtant de l'argent, en passant des contrats et arrangements de toute espèce avec les constructeurs et autres ;

Acheter, vendre et manufacturer, affiner, manipuler, exporter et importer et trafiquer de substances, appareils et choses propres à servir à aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou nécessaires aux clients ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de la franchise, de l'achalandage, des droits ou privilèges que détiennent ou dont jouissent aucunes personnes, firmes ou corporations exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie, et les payer en actions de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées, privilégiées ou ordinaires, en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, firme ou corporation ;

Promouvoir, une ou plusieurs compagnies, pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif que la compagnie, ou pour aucuns autre objet qui semblera directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie ;

Conclure avec aucunes autorités gouvernementales, municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux, obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en plaçant, aidant à faire placer ou en garantissant le placement d'aucunes actions du fonds social de la compagnie, d'aucunes autres débetures ou d'aucunes autres valeurs de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires ;

Vendre ou disposer de l'actif, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'eux moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou titres d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit avec d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature, aucune propriété de la compagnie,

To carry on a general shipping business, including there chartering of vessels, and transportation of all kinds, and acting as tourist agents, and fiscal agents ;

To carry on a general exchange office ;

To develop and turn to account any land acquired by the company or in which it is interested or in particular by laying out and preparing the same for building purposes, constructing, altering, pulling down, maintaining, fitting up and improving buildings and conveniences, and by planting, paving, draining, farming, cultivating, letting on building lease or building agreement and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders and others ;

To buy, sell, and manufacture, export and import and deal in all substances, apparatus and things capable of being used in any such business as the company is authorized to carry on, or required by any customers of or persons having dealings with the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person or firm or any corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company and to pay therefor in fully paid up or partly paid up shares of the company or in bonds, debentures or other securities of the company or otherwise and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation ;

To enter into arrangements with any authorities, government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from them any such authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part or any of the property and liabilities of the company or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

With the approval of the shareholders to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business or promotions ;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, bonds, or securities of any other company, having objects similar or in part to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, bonds or securities of any other companies belonging to the company ;

To do all such things as the company may think incidental or conducive to the attainment

et particulièrement des actions, débetures ou valeurs dans d'autres compagnies, appartenant à la compagnie ;

L'interprétation d'aucun des pouvoirs accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera pas limité ou restreint par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie, ou déduction d'iceux, sous le nom de "International Exchange Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de septembre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
3551 C.-J. SIMARD.

of the above objects or any of them ;

The interpretation of any of the powers granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or by reference to or inference from the name of the company, under the name of "International Exchange Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of September, 1921.

C.-J. SIMARD,
3552 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'octobre 1921, constituant en corporation : Charles Noreau, négociant ; Dame Georgiana Thibaudeau, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles Noreau ; Jean-Charles Noreau, Félix Noreau et Louis-Philippe Noreau, négociants, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Le commerce de fruits, légumes et provisions, sous le nom de "La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'octobre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
3579 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920 letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of October, 1921, incorporating : Charles Noreau, merchant ; Dame Georgiana Thibaudeau, wife contractually separated as to property of the said Charles Noreau, Jean-Charles Noreau, Félix Noreau and Louis-Philippe Noreau, merchants, all of the city of Quebec, for the following purposes :

The dealing in fruit, vegetables and provisions, under the name of "La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of October, 1921.

C.-J. SIMARD,
3580 Assistant Provincial secretary.

"Montreal Distillery Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1921, constituant en corporation : Richard Cannon, John Hammond, James McCormick, mécaniciens ; Edwin Gollifer, imprimeur ; William Francis Healy, fourreur, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Acheter, vendre, trafiquer de, exploiter, traiter, et manufacturer les sous-produits provenant de l'exploitation ou de la fabrication des grains, racines, du sucre, des melasses et matières végétales de toute espèce et les produits d'iceux ;

Se livrer à l'industrie des distillateurs, producteurs et commerçants de spiritueux et liqueurs de toute sorte, et généralement trafiquer des grains, sucres, melasses ainsi que de tous produits se rattachant à l'opération d'une distillerie ;

Manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de machines à distiller et rectifié des boissons et spiritueux de toute catégorie et description ;

Acquérir, bâtir, exploiter et tenir des entrepôts libres ou autres ;

"Montreal Distillery Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1921, incorporating : Richard Cannon, John Hammond, James McCormick, machinists ; Edwin Gollifer, printer ; William-Francis Healy, furrier, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To buy, sell, deal in, work over, treat, and manufacture by-products arising from the working or manufacture of grains, roots, sugar, molasses and vegetable matter of all kinds and the products thereof ;

To engage in business as distillers, producers of and dealers in spirits and liquors of all kinds, and generally to deal in grains, sugar, molasses and all products used in connection with the operation of a distillery ;

To manufacture, buy, sell, and deal in machinery for distillation and rectifying of liquors and spirits of every class and description ;

To acquire, build, operate and maintain warehouses bonded or otherwise ;

Exercer aucun autre commerce connexe au précédent que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces ou objets précités, ou susceptibles d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits d'alors de la compagnie ou de les rendre profitables ;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant à l'objet de la compagnie ;

Souscrire, prendre, ou d'aucune manière acquérir les parts, actions, bons, débetures, ou autres obligations ou titres d'aucune compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, les vendre ou autrement en disposer, garantir les bons, débetures, obligations ou valeurs ainsi vendues ou aliénées par la présente compagnie ; ou d'aucune compagnie dont les objets ou l'exercice d'aucun commerce sont susceptibles d'être réalisés pour profiter à la présente compagnie, et connexes avec objets des paragraphes, 1, 2 et 3 ;

Avancer de l'argent aux personnes en relations d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions qui sembleront avantageux, et particulièrement aux clients, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire société ou aucune convention concernant le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, souscrire ou autrement acquérir des parts et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Fabriquer de l'alcool de bois avec du cellulose de la tourbe et de la pâte de bois ;

Fabriquer de l'alcool commercial, pour fins industrielles, avec aucune matière première prise dans le règne végétal ;

Finallyment recevoir, acquérir, échanger, détenir, louer et avoir la jouissance d'aucune propriété mobilière et immobilière nécessaire ou convenant à l'obtention de ses fins, et grever, hypothéquer, louer, vendre, aliéner et disposer de la dite propriété, acquérir d'autres propriétés à la place d'icelle, si on le désire, sous le nom de "Montreal Distillery Company, Limited", avec un fonds social total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'août 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

3581

C.-J. SIMARD.

To carry on any other business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above business or objects or calculated to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights for the time being ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company ;

To subscribe for, take, or in any way acquire the stocks, shares, bonds, debentures, or other obligations, or securities of any company having objects similar to those of this company, to sell or otherwise dispose thereof, to guarantee any bonds, debentures, or obligations or securities so sold or disposed of by this company, or of any company having such objects, or carrying on any business capable of being conducted so as to benefit this company and germane to the objects defined in paragraphs 1, 2 and 3 ;

To make advances of money to persons having business dealings with the company and upon such terms as may seem expedient, and particularly to customers, and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities in any other company having similar to those of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaging in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To manufacture wood alcohol from cellulose containing products such as peat and wood pulp ;

To manufacture, denatured alcohol for industrial purposes, from any raw material found in the vegetable world ;

Finally to receive, acquire, exchange, hold, lease and have the enjoyment or any moveable and immoveable property necessary or suitable for the attainment of its purposes and to pledge, hypothecate, lease, sell, alienate and dispose of the said property and acquire other property in lieu thereof, if so desired, under the name of "Montreal Distillery Company, Limited", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two hundred and fifty thousand (2,500) of one hundred (\$100.00) each.

The head office of the company, to be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of August, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

3582

Lettres Patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Century Theatre, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5992 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-huitième jour de juillet 1921, autorisant la division de son capital de cent cinquante mille piastres en sept cent cinquante actions privilégiées de cent piastres chacune et trois mille actions ordinaires de vingt cinq piastres chacune ;

Les détenteurs de ces actions privilégiées auront droit de recevoir sur les bénéfices de la compagnie, comme première hypothèque, un dividende privilégié fixe cumulatif au taux de huit pour cent l'an, et pas plus, sur le capital alors versé sur ces actions respectivement ;

Advenant liquidation de la compagnie, les porteurs desdites actions privilégiées auront droit à l'imputation de l'excédant de l'actif de la compagnie en premier lieu pour être payés du montant versé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement, et des arrérages de dividendes jusqu'au commencement de la liquidation, déclarés ou non, mais n'auront pas droit de participer davantage dans cet excédant de l'actif ;

Sur résolution du conseil d'administration, la totalité ou aucune partie des actions privilégiées alors émises peuvent être rachetées par la compagnie, à une date fixée par les directeurs dans cette résolution à \$110.00 la part, avec les dividendes non payés, s'il en est, qui seront échus, déclarés ou non, antérieurs à la date de rachat dudit capital, ou peuvent être rachetées ou retirées à ce prix ou à aucun prix moindre auquel on peut les obtenir au marché libre, ou à vente privée ;

Au cas de rachat d'un nombre moindre de parts inférieur à l'émission, les directeurs détermineront par tirage les actions privilégiées à être achetées. Le prix d'achat du capital ainsi racheté sera payable au siège social de la compagnie, ou à tel autre endroit, s'il en est, mentionné dans la résolution de rachat. Avis de cet appel fixant la date d'icelui et l'endroit de paiement du capital réméré sera mailé à chaque détenteur de part ainsi appelé dont l'adresse est aux livres de la compagnie, à son adresse ainsi enregistré au moins vingt jours avant la date du rachat. Après cette date, les porteurs de certificats de parts ainsi appelé cesseront d'avoir aux dividendes futurs, à d'autres droits ou privilèges d'actionnaires afférents à ce stock, et auront droit d'après leurs certificats au seul remboursement du montant susmentionné ;

Que lesdites actions privilégiées ne conféreront pas au porteur d'icelles le droit de voter à aucune assemblée générale des actionnaires de la compagnie ;

Que les 750 actions ordinaires du capital de la compagnie, y compris les sept parts et loties aux promoteurs de la compagnie, et les 743 parts non émises, toutes de \$100.00 chacune au pair, soient par les présentes subdivisées en 3,000

"Century Theatre, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5992 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1921, to the "Century Theatre, Limited", authorizing its capital of one hundred and fifty thousand dollars be subdivided into seven hundred and fifty preferred shares of one hundred dollars each and three thousand common shares of twenty five dollars each.

The holders of such preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company as a first charge a fixed cumulative preferential dividend at the rate of eight per cent per annum, and no more, on the capital for the time being paid up on such shares respectively ;

That in the event of the company being wound up, the holders of the said preferred shares shall be entitled to have the surplus assets of the company applied in the first place to paying to them the amount paid up on the preferred shares held by them respectively, and any arrears of dividend up to the commencement of the winding up, whether declared or not, but shall not be entitled to any further participation in such surplus assets ;

By resolution of the Board of Directors all or any part of the preferred shares at the time outstanding may be called and redeemed by the company, on any date fixed by the Directors in such resolution at \$110.00 a share, together with any unpaid dividends, if any, which shall have become due, whether declared or not, previous to the date on which the said stock is to be redeemed, or may be purchased or retired at that or any less price at which the same can be obtained on the open market, or by private sale. In case less than all the outstanding preferred stock is so called, the Directors shall determine by lot the preferred shares to be called.

The purchase price of the stock so called shall be payable at the head office of the company, or at such other place, if any, as the resolution making the call shall specify. Notice of such call, setting forth the date for which the call is made, and the place at which the purchase price of the stock so called is payable, shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company, at his address so registered not later than twenty days prior to the date for which the call is made. After such date the holders of certificates for stock so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders with respect to such stock, and shall be entitled in respect to their certificates only to the payment of the amount specified hereinabove ;

That the said preferred shares shall not confer upon the holder thereof any right of voting at any general meeting of the shareholders of the company ;

That 750 common shares of the company's capital stock, including the seven shares subscribed for and allotted to the incorporators' of the company, and 743 unissued shares, all of a par value of \$100 each, be and they are hereby

actions ordinaires du capital-actions d'une valeur au pair de \$25.00 chacune.

Le soussecrétaire de la province,
3553 C.-J. SIMARD.

Est nul l'avis publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 13 août 1921, page 1720, numéros 2875-2876.

subdivided into 3,000 common shares of capital stock of a par value of \$25.00 each.

C.-J. SIMARD,
3554 Assistant Provincial Secretary.

The notice published in the *Quebec Official Gazette*, dated the 13th August, 1921, page 1720, numbers 2875-2876 is null.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CONSEIL EXECUTIF

EXECUTIVE COUNCIL

Québec, 5 octobre 1921.

Quebec, 5th October, 1921.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil.
Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, le quatorzième jour de septembre 1921, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Present : the Lieutenant Governor in Council.
Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Saint-Clet, in the county of Soulanges, on the fourteenth day of September, 1921, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint-Clet, in the county of Soulanges, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Publié en conformité de l'article 13, du Code municipal de la province de Québec.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

Le sous-ministre des affaires municipales,
OSCAR MORIN.

OSCAR MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, 5 octobre 1921.

3573

Québec, 5th October, 1921.

3574

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

No 1901—Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.
Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 27 septembre 1921, de nommer MM. Achille Lessard et Thomas Gravel, commissaires d'écoles pour la municipalité de Sacré-Cœur-de-Jésus, village, dans le comté de Beauce.

No 1901—Elec.

Appointment of two school commissioners.
His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th September, 1921, to appoint Messrs. Achille Lessard and Thomas Gravel, school commissioners for the municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus, village, in the county of Beauce.

No 130—Elec.

Nomination de trois syndics d'écoles.
Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil en date du 27 septembre 1921, de nommer MM. Pierre Robitaille, Cléophas Carbonneau et Louis Béland, syndics d'écoles pour la municipalité d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke.

No. 130—Elec.

Appointment of three school trustees.
His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 27th September, 1921, to appoint Messrs. Pierre Robitaille, Cléophas Carbonneau and Louis Béland, school trustees for the municipality of Ascot, in the county of Sherbrooke.

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que "L'Urbaine, Compagnie d'Assurance contre l'incendie" a été enregistrée pour faire, dans la province de

Notice is hereby given that "L'Urbaine, Compagnie d'Assurance contre l'incendie" has been registered to transact, within the Province of

Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le dixième jour d'octobre 1921.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont : A.-A. Mondou, 90 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce dixième jour d'octobre 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances, P. Q.,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances, département du trésor,
Québec. 3565

Quebec, the business of fire insurance, on and after the tenth day of October, 1921.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : A.-A. Mondou, 90, Saint-James street, Montréal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this tenth day of October, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F.-L. MONCK,
Superintendent of insurance.

Insurance Branch, Treasury Department, Que-
bec. 3566

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 4472. Dame Clémentine Perras, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Edmond Dallaire, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Edmond Dallaire, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Les avocats de la demanderesse,
ST-JACQUES, FILION & HOULE.

Montréal, 30 septembre 1921. 3559—41-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 4472. Dame Clementine Perras, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edmond Dallaire, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Edmond Dallaire, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

ST-JACQUES, FILION & HOULE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 30th September, 1921. 3560—41-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 697, dans la Cour supérieure. Dame Marie-Anna Champagne, de la ville de East Angus, dans le district de Saint-François, épouse de Jean-Baptiste-Henri Boudreau, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Jean-Baptiste-Henri Boudreau, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour de septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
C.-C. CABANA.

Sherbrooke, 20 septembre 1921. 3423—39-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, No. 697, in the Superior Court. Dame Marie-Anna Champagne, of the town of East Angus, in the district of Saint-François, wife of Jean-Baptiste-Henri Boudreau, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Jean-Baptiste-Henri Boudreau, defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause on the second day of September, 1921.

C.-C. CABANA,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 20th September, 1921. 3424—39-5

Cour Supérieure, Québec, No 3959.
Lydia Samson, de la cité de Lévis, épouse de Joseph-Honoré Dumont, commerçant, de la cité de Lévis, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Joseph-Honoré Dumont, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour de septembre 1921.

Québec, 30 septembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3483—40-5 BERNIER & BELLY.

Superior Court, Quebec, No 3959.
Lydia Samson, of the city of Levis, wife of Joseph-Honoré Dumont, trader, of the city of Levis, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Joseph-Honoré Dumont, defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause on the 29th day of September, 1921.

Quebec, September, 30th, 1921.

3484—40-5 BERNIER & BELLY,
Attorneys for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 580.

Dame Marie-Anne Morin, de la paroisse de Saint-Ignace-du-Lac, district des Trois-Rivières, épouse commune en biens du défendeur, autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Anatole Gaudet, cultivateur, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 septembre 1921.

Trois-Rivières, 28 septembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3499—40-5 DENIS, FERLAND & DENIS

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 580.

Marie-Anne Morin, of Saint-Ignace-du-Lac, district of Three Rivers, wife common as to property of the defendant duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs Anatole Gaudet, farmer, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 28th of September, 1921.

Three Rivers, 28th September, 1921.

3500—41-5 DENIS, FERLAND & DENIS,
Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3124.

Dame Léona Saint-Maurice, de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, épouse commune en biens de Arméus Gohier, de la ville Saint-Laurent, district de Montréal, boucher, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs Arméus Gohier, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, boucher, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de septembre 1921 contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,
3503—40-5 J.-BRUNO NANTEL.

Cour supérieure, district d'Iberville, No 27. Dame Thérèse Dupuis, de la paroisse de Saint-Rémi, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son mari, Zéphyr Daignault, cultivateur, du même lieu.

Son procureur,
J.-B. BISSONNETTE.
Saint-Jean, 26 septembre 1921. 3431—39-5

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 493.

Dame Evelina Comtois, épouse de Odilon Gauthier, journalier, de Saint-Onge-de-Shawinigan, dans le district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Odilon Gauthier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour de septembre 1921.

Trois-Rivières, 16 septembre 1921.
Le procureur de la demanderesse,
3333—38-5 J.-ALEXANDRE BONIN.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4000.

Dame Rose-Catherine Gaynor, épouse commune en biens de William-M. O'Neil, de la paroisse de Saint-Anicet, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre ledit William-M. O'Neil.

Valleyfield, 15 septembre 1921.
Le procureur de la demanderesse,
3335—38-5 J.-G. LAURENDEAU.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 42.

Clémentine Villeneuve, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur, demanderesse ; vs Pierre Lafrance, forgeron, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 19 septembre 1921.
Le procureur de la demanderesse,
3369—38-5 J.-A. BOISSONEAULT.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5297.

Dame Bertha Gittleson, épouse de Erwin-P. Wener, marchand, tous deux de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse ; vs ledit Erwin-P. Wener, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10ième jour de septembre 1921.

Montréal, 17 septembre 1921.
Le procureur de la demanderesse,
3375—38-5 N.-W. JACOBS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3124.

Dame Léona Saint-Maurice, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, wife common as to property of Armeus Gohier, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff, vs Armeus Gohier, butcher, of the town of Saint-Laurent, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the fourteenth day of September, 1921, against the defendant.

J.-BRUNO NANTEL,
3504—40-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, district of Iberville, No. 27. Dame Thérèse Dupuis, of the parish of Saint-Rémi, said district, has instituted an action for separation as to property against her husband, Zéphyr Daignault, farmer, of the same place.

J.-B. BISSONNETTE,
Saint John, 26th September, 1921. 3432—39-5 Attorney.

Province of Quebec, District of Three Rivers, Superior Court, No. 493.

Dame Evelina Comtois, wife of Odilon Gauthier, laborer, of village Saint-Onge de Shawinigan in the district of Three Rivers duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Odilon Gauthier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, the 1st day of September, 1921.

Three Rivers, 16th day of September, 1921.
J.-ALEXANDRE BONIN,
3334—38-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4000.

Dame Rose-Catherine Gaynor, wife common as to property of William-M. O'Neil, of the parish of Saint Anicet, has, this day, instituted an action as to separation as to property against said William-M. O'Neil.

Valleyfield, 15th September, 1921.
J.-G. LAURENDEAU,
3336—38-5 Attorney for defendant.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 42.

Clementine Villeneuve, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the defendant, plaintiff ; vs Pierre Lafrance, blacksmith, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, September 19, 1921.
J.-A. BOISSONEAULT,
3370—38-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5297.

Dame Bertha Gittleson, of the city and district of Montreal, wife of Erwin-P. Wener, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs the said Erwin-P. Wener, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 10th day of September, 1921.

Montreal, 17th September, 1921.
N.-W. JACOBS,
3376—38-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2251.

Dame Ida Lefkovitch, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Alex. Silverstone, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Alex. Silverstone, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 20 septembre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3377-38-5 POPLIGER & ROBINSON.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 3998.

Dame Rose-Alma Rousseau, de Saint-Timothée, épouse de Domina Riendeau, commerçant du même endroit, dûment autorisé à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Domina Riendeau, ce jour.

Valleyfield, ce 14 septembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
3379-38-5 ARTHUR PLANTE.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2251.

Dame Ida Lefkovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Alex. Silverstone, merchant, of the same place, plaintiff; vs Alex. Silverstone, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 20th September, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,
3378-38-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 3998.

Dame Rose-Alma Rousseau, of Saint-Timothée, wife of Domina Riendeau, merchant of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said Domina Riendeau, this day.

Valleyfield, 14th September, 1921.

ARTHUR PLANTE,
3380-38-5 Attorney for plaintiff.

Avis divers

MURRAY RIVER POWER & PULP COMPANY, LIMITED.

Avis est par le présent donné qu'à une assemblée des administrateurs de la "Murray River Power & Pulp Company, Limited", tenue dans la cité de Québec le 30 septembre 1921, le règlement suivant a été adopté :

REGLEMENT NO 36

Le règlement No 3 de la compagnie est aux présentes amendé en en retranchant les mots : "les affaires corporatives seront administrées par un conseil de cinq administrateurs" et en les remplaçant par les mots : "les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil de trois administrateurs".

Comme attestation le sceau corporatif de la compagnie apposé ce 30 septembre 1921.

Le secrétaire, LOUIS ST-LAURENT.
Le président, J.-A. GAGNE.

Avis est aussi donné que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue dans la cité de Québec le 30 septembre 1921, et à laquelle tous les actionnaires étaient présents, ledit règlement a été ratifié et approuvé à l'unanimité.

Daté à Québec, ce onzième jour d'octobre 1921.

3583 Le secrétaire,
LOUIS-S. ST-LAURENT.

Avis est donné que la Compagnie d'Exposition de Québec demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 6045a de la Loi des compagnies de Québec, 1920.

Le secrétaire,
J.-H. FORTIER.
Québec, 1er octobre 1921. 3595

Miscellaneous Notices

MURRAY RIVER POWER & PULP COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that at a meeting of the directors of "Murray River Power & Pulp Company, Limited", held at the city of Quebec on the 30th day of September, 1921, the following by-law was enacted :

BY-LAW NO. 36.

That by-law No. 3 of the company be and it is hereby amended by striking out therefrom the words : "the affairs of the company shall be managed by a board of five directors", and substituting therefor the words : "the affairs of the company shall be managed by a board of three directors".

Witness the company's corporate seal this 30th day of September, 1921.

LOUIS-S. ST-LAURENT, J.-A. GAGNE,
Secretary. President.

Notice is also given that at a special general meeting of shareholders, held at the city of Quebec on the 30th day of September, 1921, at which all the shareholders were present, the said by-law was unanimously confirmed and approved.

Dated at Quebec, this eleventh day of October, 1921.

3584 LOUIS-S. ST-LAURENT,
Secretary.

Notice is given that La Compagnie d'Exposition de Québec will apply for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of article 6045a of the Quebec Companies' Act, 1920.

J.-H. FORTIER,
Secretary.
Quebec, 1st October, 1921. 3596

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "The Carter's Ink Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 655 rue Drolet.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Harry-L. Brooks, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 8 octobre 1921.

La compagnie "W. J. Gage & Co., Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frank-A. Symons, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 8 octobre 1921.

La compagnie "The Independent Cordage Company of Ontario, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal, au numéro 36 rue Grey Nun.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John-P. Seybold, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 8 octobre 1921.

3571

Companies licensed to do business

The company "Carter's Ink Company" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 655 Drolet street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Harry L. Brooks, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 8th October, 1921.

The company "W.-J. Gage & Co., Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frank-A. Symons, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 8th October, 1921.

The company "The Independent Cordage Company of Ontario, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at No. 36 Grey Nun street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John-P. Seybold, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 8th October, 1921.

3572

Compagnie dissoute

La compagnie "La Société de Prêts de Mégantic, limitée"

Avis est par le présent donné que la compagnie "La Société de Prêts de Mégantic, limitée", constituée en corporation par lettres patentes de cette province, en date du 3 octobre 1912, et ayant sa principale place d'affaires en la ville de Mégantic, est dissoute, conformément à l'article 6136 S. R. Q., 1909.

Company dissolved

The company "La Société de Prêts de Mégantic, limitée"

Notice is hereby given that the company "La Société de Prêts de Mégantic, limitée", incorporated by letters patent of this Province, dated the 3rd of October, 1912, and having its principal place of business in the town of Megantic, is dissolved, pursuant to article 6136 Q. R. S., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce quatrième jour d'octobre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
3577 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary,
this fourth day of October, 1921.

C.-J. SIMARD,
3578 Assistant Provincial Secretary.

Faillite—avis de

La loi de faillite.

Dans l'affaire de l'actif de William-E. Brunelle, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que W.-E. Brunelle, de Granby, Qué., a, le 5ième jour d'octobre 1921, fait une cession autorisée au soussigné.

Avis est aussi donné que la première assemblée des créanciers de l'actif susdit sera tenue à Granby, 37 Main, le 17ième jour d'octobre 1921, à dix heures de l'avant-midi.

Pour vous donner droit de voter à ladite assemblée il faut que la preuve de votre créance soit produite entre mes mains avant l'assemblée.

Les procurations qui doivent servir à l'assemblée doivent être déposées entre mes mains avant l'assemblée.

Soyez aussi notifié que si vous avez une réclamation quelconque vous donnant droit de figurer à titre de créancier, la preuve de la réclamation doit être produite entre mes mains dans les trente jours à compter du présent avis, parce que à compter de et après l'expiration de la période fixée par le paragraphe 8 de l'article 37 de ladite loi, je distribuerai le produit de l'actif du débiteur entre les ayants-droit n'ayant égard qu'aux réclamations dont j'aurai alors reçu avis.

Daté à Granby, Qué., ce 6ième jour d'octobre 1921.

Le syndic autorisé,
3575 L.-P. BERNARD.

Bankrupt Notice

The Bankruptcy Act.

In the estate of William-E. Brunelle, authorized assignor.

Notice is hereby given that William-E. Brunelle, Granby, Que., did, on the 5th day of October, 1921, make an authorized assignment to the undersigned.

Notice is further given that the first meeting of creditors in the above estate will be held at 37 Main Granby, on the 17th day of October, 1921, at 10 o'clock in the forenoon.

To entitle you to vote thereat, proof of your claim must be lodged with us before the meeting is held.

Proxies to be used at the meeting must be lodged with us prior thereto.

And further take notice that if you have any claim against the debtor for which you are entitled to rank, proof of such claim must be filed with us within thirty days from the date of this notice for, from and after the expiration of the time fixed by subsection 8, of section 37, of the said Act, we shall distribute the proceeds of the debtor's estate among the parties entitled thereto, having regard only to the claims of which we have then notice.

Dated at Granby, Que., this 6th day of October, 1921.

L.-P. BERNARD,
3576 Authorized trustee.

Minutes de notaire

Québec, 10 octobre 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 6 octobre 1921, d'accorder à M. Dominique Pelletier, notaire, de Montréal, le transfert des minutes, répertoires et index de MM. Philias Mainville et Joseph-Roch Mainville, en leur vivant notaires, de ladite cité de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
3557 C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, 10th October, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 6th of October, 1921, to grant to Mr. Dominique Pelletier, notary, of Montreal, the transfer of the minutes, repertories and indexes of Philias Mainville and Joseph-Roch Mainville, in their lifetime notaries, of the said city of Montreal.

C.-J. SIMARD,
3558 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 5 octobre 1921

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Joseph-Adélarde Plourde, notaire, de Saint-Jérôme, comté de Lac Saint-Jean, district of Roberval, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Joseph-Pierre Gagnon, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme notaire volontairement.

Le sous-secrétaire de la province,
3539-40-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 5th October, 1921.

Notice is hereby given, in conformity with the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph-Adélarde Plourde, notary, of Saint-Jérôme, county of Lake Saint John, district of Roberval, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Joseph-Pierre Gagnon, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as notary.

C.-J. SIMARD,
3540-40-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 14 septembre 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une uête a été présentée au lieutenant-gouverneur Conseil, par M. Louis-C. Godbout, notaire, de Waterloo, comté de Shefford, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Gingras, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
3309—37-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 14th September, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Louis C. Godbout, esquire, notary, of Waterloo, county of Shefford, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Gingras, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
3310—37-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1031.

Louis-N. Adam, demandeur; vs William-A. Brunelle, du canton de Stukely, district de Bedford, défendeur; et Louis-J. Fournier, opposant.

Il est ordonné par la Cour sur l'allégué de la déconfiture du défendeur, que les créanciers de ce dernier soient appelés, par un avis à être publié deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, à produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans ladite gazette officielle.

Sweetsburg, 26 septembre 1921.

Le P. C. S.,
JNO.-P. NOYES.

L'avocat du demandeur,
ROMULUS CLOUTIER. 3491—40-2

Rule of Court

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1031.

Louis-N. Adam, plaintiff; vs William-A. Brunelle, of the township of Stukely, district of Bedford, defendant; and Louis-J. Fournier, Opponent.

It is ordered by the Court, seeing the alleged insolvency of the defendant that the creditors of said defendant do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

Sweetsburg, 26th September, 1921.

JNO. P. NOYES,
P. S. C.

ROMULUS CLOUTIER,
Attorney for plaintiff. 3492—40-2

Soumissions

LA CORPORATION DE LA CITE DE THETFORD MINES.

Avis public est par le présent donné que le conseil de la cité de Thetford Mines recevra jusqu'à jeudi, à 7 heures, p. m., le 3 novembre 1921, au bureau du soussigné, les soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations" pour l'achat de quatre-vingt mille piastres d'obligations de la cité de Thetford Mines, portant 6% d'intérêt, échéant le 1er décembre 1941, émises pour le pavage de la rue Notre-Dame et pour le gravelage des autres rues, en vertu du règlement No 105. Dénominations de \$500.

Ces obligations ont été dûment approuvées par le lieutenant-gouverneur en Conseil de la province.

Le capital des susdites obligations et les intérêts sur icelles sont payables au porteur, au bureau du secrétaire-trésorier de ladite corporation, ou au bureau de la Banque Nationale, à Thetford Mines, ou à tout autre succursale de la Banque Nationale, dans la province de Québec.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% de la valeur au pair de la soumission.

Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée, leur seront remis sans délai. Celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat.

Toute soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts

Tenders

THE CORPORATION OF THE CITY OF THETFORD MINES.

Public notice is hereby given that the council of the city of Thetford Mines will receive until 7 o'clock p. m., Thursday, the 3rd of November, 1921, at the office of the undersigned, written tenders, sealed and endorsed: "Tenders for bonds" for the purchase of eighty thousand dollars of bonds of the city of Thetford Mines, bearing 6% interest, maturing the 1st December, 1941, issued for the paving of Notre-Dame street and the gravelling of other streets, under by-law No. 105. Denominations \$500.00.

These bonds have been duly approved by the Lieutenant-Governor in Council of the Province.

The capital of these bonds and the interest thereon are payable to bearer, at the office of the secretary-treasurer of the said corporation, or at the office of the Banque Nationale, at Thetford Mines, or at any other branch of the Banque Nationale, in the Province of Quebec.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the par value of the tender.

After the examination of the tenders, the cheques of the unsuccessful tenderer shall be returned to them forthwith. That of the tenderer whose tender is accepted, shall be returned to him after the execution of his contract.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest

accru sur les obligations au moment de leur livraison. accrued on the bonds up to the time of delivery.

Les soumissions seront prises en considération à la séance générale du conseil de la cité de Thetford Mines, le 3 novembre 1921, à huit heures et quart du soir, ou à un ajournement de cette séance.

La cité de Thetford Mines ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Thetford Mines, ce dixième jour d'octobre 1921.

Le secrétaire-trésorier de la cité de Thetford Mines,
J.-A. DUBUC.

3567-41-3

The tenders shall be considered at the general sitting of the council of the city of Thetford Mines, on the 3rd of November, 1921, at a quarter past eight in the evening, or at an adjournment of this sitting.

The city of Thetford Mines does not bind itself to accept the lowest or any tender.

Given at Thetford Mines, this tenth day of October, 1921.

J.-A. DUBUC,
Secretary-Treasurer of the city of Thetford Mines.

3568-41-3

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Alexandre Pelletier, marchand-épicer, Trois-Rivières, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DEUXIEME jour de NOVEMBRE 1921, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à mon bureau, édifice Banque d'Hochelega, Trois-Rivières, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-est de la rue Saint-François-Xavier, connu et désigné par les Nos cinq et quatre de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-5-4) et deux cent trois et deux cent quatre de la subdivision officielle du lot numéro onze cent trente (1130-203-204) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec en plus le terrain de la ruelle à la profondeur dudit emplacement sur toute la largeur d'icelui, laquelle ruelle porte le numéro neuf, quarante-huit et soixante-dix-huit dudit lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-9-48-78) dudit cadastre, mais à la charge par le propriétaire dudit emplacement de remplir et d'exécuter toutes les obligations concernant cette ruelle, qui sont principalement de l'entretenir en commun avec les autres ayant droit en icelle comme telle ruelle convenablement et de ne l'obstruer d'aucune manière—avec une maison à cinq logements y dessus construite, circonstances et dépendances, lesquels logements portent les numéros 624-626-628-630-632 de la rue Saint-François-Xavier, en la cité des Trois-Rivières.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente :—Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser au Syndic autorisé,

HENRI BISSON.

Bureau : édifice Banque d'Hochelega,
Trois-Rivières, 8 octobre 1921. 3569-41-2

Sales—Bankruptcy Act.

In the matter of Alexandre Pelletier, merchant-grocer, Three-Rivers, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SECOND day of NOVEMBER, 1921, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at my office, Hochelega Bank building, Three Rivers, the following immoveable, to wit :

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the northeast side of Saint-François Xavier street, known and designated under the numbers five and four of the official subdivision of the lot number eleven hundred and twenty four (1124-5-4) and two hundred and three and two hundred and four of the official subdivision of the lot number eleven hundred and thirty (1130-203-204) of the official cadastre of the city of Three Rivers, together with the land of the lane at the depth of the said emplacement by the whole width thereof, said lane bearing the number nine, forty eight and seventy eight of the said lot number eleven hundred and twenty four (1124-9-48-78) of the said cadastre, the proprietor of the said emplacement being charged to perform and execute all the obligations respecting this lane, especially to conveniently maintain it in common with others having rights therein as a lane and not to obstruct it in any way—with a five tenement house thereon erected, circumstances and dependencies, the tenements bearing the Nos. 624-626-628-630-632 in Saint-François-Xavier street, in the city of Three Rivers.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the effects of a sheriff's sale.

This property can be seen at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale :—Cash. For further particulars apply to

HENRI BISSON,

Authorised trustee.

Office : Hochelega Bank building.
Three Rivers; 8th October, 1921. 3570-41-2

Dans l'affaire de Stanislas Goudreault, cultivateur, du canton de Brôme, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que le MARDI, le DIX-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-un, à DIX heures a. m., sera vendu par encan public, à l'endroit où se trouve

In the matter of Stanislas Goudreault, farmer, of the township of Brome, authorised assignee.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty-one, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at

situé l'immeuble ci-après désigné, en le canton de Brôme, l'actif immobilier de cette faillite et décrit comme suit :

Un terrain sis et situé au canton de Brôme, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Brôme comme étant le lot numéro huit cent trente (830), contenant soixante arpents de terre en superficie, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du notaire, J.-A. Drouin, 37 rue Principale, Granby.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B 3 de la loi de faillite et a les mêmes effets, que la vente au shérif.

Conditions faciles de paiement.

Le syndic autorisé.

L.-P. BERNARD.

3505—40-2

Granby, Qué.

public auction, at the place where the immoveable hereinafter described is situated, in the township of Brome, the immoveable assets of this bankruptcy described as follows :

A lot of land lying and situate in the township of Brome, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Brome, as being lot number eight hundred and thirty (830), containing sixty arpents of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

The titles and certificates may be examined at the office of notary, J. A. Drouin, 37 Main street, Granby.

These properties may be visited at any time on applying to the undersigned.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B 3 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Easy terms of payment.

L.-P. BERNARD,

Authorised trustee.

3506—40-2

Granby, Que.

Dans l'affaire de Trefflé Marcotte, marchand, Saint-Marc, de Shaw, et Sainte-Flore, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le 20 OCTOBRE 1921, à dix heures de l'avant-midi (heure solaire) seront vendus par encan public à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, et en cas de mauvais temps à la résidence du failli, à Sainte-Flore.

1. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession nord-ouest du chemin des Piles, contenant trente-six pieds de front sur la profondeur de soixante-sept pieds, mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en profondeur par Dame Edouard Ferron, du côté nord-est par ledit Trefflé Marcotte et du côté sud-ouest par un passage mitoyen et faisant partie du lot de terre numéro deux cent trente-un (pt. 231) du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison dessus construite, circonstances et dépendances;

2. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession nord-ouest du chemin des Piles, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent trente-deux (232) du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice pour la paroisse de Sainte-Flore, contenant trois perches et treize pieds et demi de front sur une profondeur de sept perches et neuf pieds, formant une superficie de vingt-huit perches et quarante pieds—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

3. Réservoir à gazoline avec pompe "Bowser".

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la loi de faillite, 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente :—Argent comptant. Pour plus amples renseignements s'adresser à

HENRI BISSON,

Syndic autorisé.

Bureau : Edifice Banque d'Hochelaga.

Trois-Rivières, 21 septembre 1921.

3461—39-2

In the matter of Trefflé Marcotte, merchant, of Saint-Marc, de Shaw, and Sainte-Flore, authorized assignee.

Notice is hereby given that THURSDAY, 20th OCTOBER, 1921, at TEN o'clock in the forenoon (standard time) will be sold at public auction at the church door of the parish of Sainte-Flore, and in the case of bad weather at the residence of the bankrupt, at Sainte-Flore.

1. A lot of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Flore, in the northwest concession of the Chemin des Piles, containing thirty six feet in front by a depth of sixty-seven feet, English measure: bounded in front by the public highway, in depth by Dame Edouard Ferron, to the northeast by the said Trefflé Marcotte, and on the southwest side by a common right of way and being part of the lot of land number two hundred and thirty one (Pt. 231) of the cadastre of the county of Saint-Maurice, for the parish of Sainte-Flore—together with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Flore, in the north-west concession of the Chemin des Piles, known and designated as being the lot number two hundred and thirty-two (232) of the cadastre of the county of Saint-Maurice for the parish of Sainte-Flore, containing three perches and thirteen and one-half feet in front by a depth of seven perches and nine feet, forming a superficies of twenty-eight perches and forty feet—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. A gazoline tank with "Bowser" pump.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B.3 of the Bankruptcy Act, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

These properties may be visited at all times by applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash. For further particulars apply to

HENRI BISSON,

Authorized trustee.

Office : Hochelaga Bank building.

Three Rivers, 21st September, 1921.

3462—39-2

Vente par licitation

Sale by Licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1778.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-septième jour de septembre 1921 dans une cause dans laquelle Dame Philomène Bertrand, de la paroisse de Saint-Martin, épouse contractuellement séparée de biens de Edmond Bouchard, cultivateur, aussi de la paroisse de Saint-Martin, et ledit Edmond Bouchard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, est demanderesse; et Dame Eugénie Bertrand, épouse commune en biens de Emile Tardif, homme de police, tous deux des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Mademoiselle Délina Bertrand, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, sont défenderesses, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un immeuble connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-deux du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée, mesurant un arpent et demi de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins; borné comme suit: en front, vers le sud, par le chemin public, en arrière par Alexandre Lecavalier et partie par Joseph Dagenais, d'un côté par Isaie Sauriol et par Félix Picher et de l'autre côté par Delphis Bertrand.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 3 octobre 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
3493-40-2 BERARD, REILLY & HAINS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1778.

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the twenty-seventh day of September, 1921, in a cause in which Dame Philomène Bertrand, of the parish of Saint-Martin, wife by contract separate as to property of Edmond Bouchard, farmer, also of the parish of Saint-Martin, and the said Edmond Bouchard authorizing his wife for the purposes of these presents, is the plaintiff; and Dame Eugénie Bertrand, wife common as to property of Emile Tardif, policeman, both of the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife for the purpose of these presents, and Miss Delima Bertrand, a spinster who is of age, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the sale by licitation of certain real property described as follows, that is to say :

A piece of land known and described as forming part of lot number thirty-two (32) of the plan of the parish of Sainte-Dorothée, measuring one arpent and a half in width by twenty-five arpents in length, more or less, bounded as follows: in front, towards the south, by the public highway, in the rear by Alexandre Lecavalier and partly by Joseph Dagenais, one one side by Isaie Sauriol and by Felix Piché and on the other side by Delphis Bertrand.

The land herein before described will be offered at auction and awarded to the highest and last bidder, the NINTH day of NOVEMBER next, the Court sitting in the *salle d'audience* of the Court House, in the city of Montreal, subject to the encumbrances, clauses and conditions appearing in the instructions (*cahier des charges*) lodged in the office of the prothonotary of the said Court; and any opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire to the said sale by licitation must be lodge in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as above set forth for the sale and award; and any opposition à fin de conserver must be lodged within six days after the award; and in default of the parties to so lodge the said opposition within the delay prescribed by these presents, they shall be foreclosed of the right to present such opposition.

Montreal, 3rd October, 1921.

BERARD, REILLY & HAINS,
3494-40-2 Attorneys for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } DELLE ONEDA
No 399. } ALLIE, deman-
deresse; vs OCTAVE BARON, défendeur.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } MISS ONEDA ALLIE,
No. 399. } plaintiff; vs
OCTAVE BARON, defendant.

Comme appartenant au défendeur :

Les lots Nos 1, 2 et 3 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hélène-de-Chester, contenant environ huit arpents de front sur la profondeur des lots—avec les bâtisses y érigées ; à réserver en faveur de qui de droit les mines et droits de mines, suivant les titres.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène-de-Chester, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à MIDI.
Bureau du shérif, Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 12 octobre 1921. 3589—41-2
[Première publication, 15 octobre 1921]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit, comté de Drummond, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **D**ELLE AURÉE GI-
No 545. } **R**ARD, deman-
deresse ; vs **ALFRED BREAULT**, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :
Une terre située dans le canton de Wickham et étant connue et désignée comme étant la ½ nord-ouest du lot No 272 du cadastre officiel dudit canton de Wickham.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nicéphore, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à TROIS heures de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 13 octobre 1921.
[Première publication, 15 octobre 1921]
3591—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **A**LPHONSE MO-
No 311. } **A**REAU, deman-
deur ; vs **HERMAN ALIAS ARMAINE CHAM-
PAGNE**, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :
La moitié ouest du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel pour le 4ième rang du canton de Stanfold, sous le No 26c—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Rosaire, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 16 septembre 1921.
[Première publication, 24 septembre 1921]
3337—38-2

As belonging to said defendant :

The lots Nos. 1, 2 and 3 of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Hélène-de-Chester, containing about eight arpents in front by the depth of said lots—with the buildings thereon erected, with the reservation in favor of whom they belong, the mines and rights of mines, according to titles.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Hélène-de-Chester, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next (1921), at NOON.
Sheriff's office, J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 12th October, 1921. 3590—41-2
[First publication, 15th October, 1921]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, county of Drummond, district of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **M**ISS AURÉE GI-
No. 545. } **R**ARD, plaintiff ;
vs **ALFRED BREAULT**, defendant.

As belonging to said defendant :
A piece of land situated in the township of Wickham and being known and designated as being the north west ½ of lot No. 272 of the official plan and book of reference of said township of Wickham.

To be sold at the parochial church door of Saint-Nicéphore, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next (1921), at THREE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 13th October, 1921.
[First publication, 15th October, 1921]
3592—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **A**LPHONSE MO-
No. 311. } **A**REAU, plain-
tiff ; vs **HERMAN ALIAS ARMAINE CHAM-
PAGNE**, defendant.

As belonging to said defendant :
The west half of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference for the 4th range of the township of Stanfold, under No. 26c—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Saint-Rosaire, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next (1921), at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,

Arthabaska, 16th of September, 1921. Sheriff.
[First publication, 24th September, 1921]
3338—38-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **A**MEDEE BOLDUC
No 5633. } **E**T AL, demandeurs ;
contre **JOSEPH AUDET**, défendeur.

Le lot numéro cinquante-trois (53) et la moitié sud-ouest du lot numéro cinquante-deux (½ s.-o. 52) des plan et livre de renvoi du cadastre pour le troisième rang du canton Langevin—circonstances et dépendances.

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **A**MEDEE BOLDUC
No. 5633. } **E**T AL, plaintiffs ;
against **JOSEPH AUDET**, defendant.

The lot number fifty three (53) and the south-west half of the lot number fifty two (s. w. ½ 52) of the official cadastral plan and book of reference for the third range of the township of Langevin—circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,

GUSTAVE GARANT,

Saint-Joseph, Beauce, 11 octobre 1921.

[Première publication, 15 octobre 1921]

3597—41-2

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Gonzague, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, (1921), at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 11th October, 1921.

[First publication, 15th October, 1921]

3598—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } NAPOLEON BUTEAU,
No 5737. } demandeur ; contre
NAPOLEON POULIN, défendeur.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Forsyth, sous les numéros vingt-huit B et vingt-neuf A (28b et 29a) du rang B dudit canton Forsyth—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 11 octobre 1921.

[Première publication, 15 octobre 1921]

3599—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } NAPOLEON BUTEAU,
No. 5737. } plaintiff ; against NA-
POLEON POULIN, defendant.

A farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Forsyth, under the numbers twenty eight B and twenty nine A (28b and 29a) of range B of said township of Forsyth—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Evariste, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,

Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 11th October, 1921.

[First publication, 15th October, 1921]

3600—41-2

BEAUHARNOIS

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Joliette.

Province de Québec, } J.-P.-O. GUIL-
District de Beauharnois, } J. BAULT ET AL,
à savoir: No 9195. } demandeurs ; vs
ULDERIC DAGNEAULT ès-nom et ès-qualité
d'exécuteur testamentaire de feu Dame Marie-
Anne Dagneault, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

Les trois-quarts indivis d'un emplacement faisant partie du lot numéro cent vingt-deux (No 122) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Timothée, dans le district de Beauharnois. Ledit emplacement est connu comme étant la partie sud-ouest du dit lot No 122, et contient 38 pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sur un arpent de profondeur. Ledit emplacement est borné au nord par un chemin public, au nord-est par partie dudit lot No 122, au sud-est par le lot No 120, et au sud-ouest par le lot No 123 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothée, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1921, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

L.-O. THISDALE,

Salaberry-de-Valleyfield, 10 octobre 1921.

[Première publication, 15 octobre 1921]

3561—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Province of Québec, } J.-P.-O. GUIL-
District of Beauharnois, } J. BAULT ET AL,
to wit : No. 9195. } plaintiffs ; vs ULDE-
RIC DAGNEAULT, ès-nom and ès-qualité
of testamentary executor of the late Dame Marie-
Anne Dagneault, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

The undivided three quarters of an emplacement forming part of the lot number one hundred and twenty two (No. 122) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint-Timothée, in the district of Beauharnois. The said emplacement is known as being the southwest part of the said lot No. 122 and contains 38 feet in width, English measure, more or less, by one arpent in depth and is bounded on the north by a public road, on the north-east by part of said lot No. 122, on the southeast by the lot No 120 and on the southwest by the lot No 123 of said official plan and book of reference.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Timothée, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-O. THISDALE,

Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 10th October, 1921.

[First publication, 15th October, 1921]

3562—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ALFRED MON-
District de Beauharnois, } PETIT, deman-
à savoir : No 3997. } deur ; vs WILLIAM
O'NEIL, défendeur.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } ALFRED MON-
District of Beauharnois, } PETIT, plain-
to wit : No. 3997. } tiff ; vs WILLIAM
O'NEIL, defendant.

Saisie comme appartenant audit défendeur :
Une terre située dans le canton de Godmanchester et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels dudit canton sous les numéros quatre-vingt-quatre (No 84) et quatre-vingt-cinq (No 85)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, dans la ville de Huntingdon, MERCREDI, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1921, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 10 octobre 1921.
[Première publication, 15 octobre 1921]
3563—41-2

Seized as belonging to the said defendant :
A piece of land situate in the township of Godmanchester, known and designated on the official plan and book of reference of said township under the numbers eighty four (No. 84) and eighty five (No. 85)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joseph-de-Huntingdon, in the town of Huntingdon, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, 1921, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-O. THISDALE,
Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 10th October, 1921.
[First publication, 15th October, 1921]
3564—41-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.
Rimouski, à savoir : } JOSEPH LEPAGE, de
No 7004. } l'endroit appelé Sainte-Anne-des-Monts, comté et district de Gaspé, marchand, demandeur ; vs THOMAS HAMEL, du même endroit, boulanger, défendeur.

Une maison construite sur un terrain appartenant à Conrad Gagnon, mesurant 36 pieds de front sur une profondeur de 110 pieds, plus ou moins ; bornée au nord par le chemin du Roi, à l'est par une rue, au sud et à l'ouest par Conrad Gagnon, située à Sainte-Anne-des-Monts, dans le comté de Gaspé, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Percé, 17 septembre 1921. JAS.-T. TUZO.
[Première publication, 24 septembre 1921]
3353—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.
Rimouski, to wit : } JOSEPH LEPAGE, of
No. 7004. } the place called Sainte-Anne-des-Monts, county and district of Gaspé, merchant, plaintiff ; vs THOMAS HAMEL, of the same place, baker, defendant.

A house erected on a land belonging to Conrad Gagnon, containing 36 feet in front on a depth of 110 feet, more or less ; bounded towards the north by the King's highway, towards the east by a street, towards the south and west by Conrad Gagnon, situate at Sainte-Anne-des-Monts, in the county of Gaspé, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Anne-des-Monts, on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JAS.-T. TUZO,
Percé, 17th September, 1921. Sheriff.
[First publication, 24th September, 1921]
3354—38-2

GASPÉ

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.
Province de Québec, } OSIAS GODON, de-
District de Joliette. } mandeur ; vs DE-
No 9068. } SIRE DESLAURIERS,
défendeur.

Comme appartenant au défendeur :
1. Un lot de terre connu et désigné sous le No 38 du sixième rang du canton Lussier ;

2. Un autre lot de terre connu et désigné sous le No 39 du sixième rang du dit canton Lussier, district de Joliette.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat, comté de Montcalm, district de Joliette, le VINGT-CINQUIEME jour d'OCTOBRE 1921, à UNE heure après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
20 septembre 1921. GEORGE DESROCHES.
[Première publication, 24 septembre 1921]
3391—38-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
Province of Quebec, } OSIAS GODON, plain-
District of Joliette. } tiff ; vs DESIRE
No. 9068. } DESLAURIERS,
defendant.

As belonging to the defendant :
A lot of land known and designated under the No. 38 of the sixth range of the township of Lussier ;

2. Another lot of land known and designated under the No. 39 of the sixth range of the said township of Lussier, district of Joliette.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Donat, county of Montcalm, district of Joliette, the TWENTY FIFTH day of OCTOBER, 1921, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEORGE DESROCHES,
20th September, 1921. Sheriff.
[First publication, 24th September, 1921]
3392—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. FIERI FACIAS DE BONIS ET DE, TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **LA BANQUE NA-**
District de Joliette. } **TIONALE, de-**
No 9307. } manderesse; vs **STA-**
NISLAS GUERARD ET AL, défendeurs.

Au défendeur, S. Guérard :

1. Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot No 508 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la cité de Joliette, contenant quarante-cinq pieds de large sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et borné comme suit : en front par la rue Saint-Edouard, en profondeur à Euclide Trudeau, d'un côté à D. Gaudet et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 508 ou leurs représentants—sans bâtisse ;

2. Un emplacement situé en la cité de Joliette, et étant partie du lot No 492 du cadastre officiel de la cité de Joliette—avec les bâtisses dessus construites, contenant quarante-huit pieds de large, plus ou moins, sur la rue Saint-Edouard par cent pieds, plus ou moins, de profondeur ; la différence en plus ou en moins étant au profit ou à la perte de l'acquéreur et borné comme suit : en front à la rue Saint-Edouard, d'un côté à J.-A. Guibault *et al*, en profondeur à Joseph Laurin et de l'autre côté par J.-A. Grenier.

Au défendeur, Joseph-A. Généreux :

Un emplacement situé en la cité de Joliette, connu et désigné comme étant le lot No 541-60 de la subdivision officielle d'une partie des lots Nos 540, 541 et 543 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant quarante-cinq pieds de largeur sur une profondeur de cent neuf pieds et demi, moyenne—sans bâtisse.

Pour être vendus au palais de justice, au bureau du shérif, en la cité de Joliette, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent vingt-un, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEORGE DESROCHES.
20 septembre, 1921. 3393—38-2
[Première publication, 24 septembre 1921]

Superior Court.

Province of Quebec, } **LA BANQUE NA-**
District of Joliette. } **TIONALE, plain-**
No. 9307. } tiff; vs **STANISLAS**
GUERARD ET AL, defendants.

To defendant, S. Guérard :

1. A lot of land known and designated as being part of lot No. 508 of the official plan and book of reference of the cadastre of the city of Joliette, containing forty-five feet in width by ninety feet in depth and bounded as follows : in front by Saint-Edouard street, in depth by Euclide Trudeau, on one side by D. Gaudet and on the other side by the residue of the said lot No. 508 or their representatives—without building ;

2. A lot of land situate in the city of Joliette, and being part of lot No. 492 of the official cadastre of the city of Joliette—with buildings thereon erected, containing forty-eight feet in width, more or less, on Saint-Edouard street by one hundred feet, more or less, in depth; the difference, more or less being to the profit or loss of the purchaser and bounded as follows : in front by Saint-Edouard street, on one side by J.-A. Guibault *et al*, in depth by Joseph Laurin and on the other side by J.-A. Grenier.

To defendant Joseph-A. Généreux :

A lot of land situate in the town of Joliette and known and designated as being lot No. 541-60 of the official subdivision of a part of the lots No.s 540 541 and 543 of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, containing forty-five feet in width by a depth of one hundred and nine and one-half feet, on an average—without building.

To be sold at the Court House, sheriff's office, in the town of Joliette, said district, the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and twenty one, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEORGE DESROCHES,
Sheriff.
20th September, 1921. 3394—38-2
[First publication, 24th September, 1921]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JAMES DEVLIN, de-**
No 121. } mandeur ; contre **AL-**
BERT-CARTER JOHNSTON, défendeur.

Les emplacements ayant front sur l'avenue Montclair, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, et connus comme étant les subdivisions deux cent quarante-cinq et deux cent quarante-six du lot numéro cent cinquante-deux (Nos 152-245, 152-246) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant ensemble quatre-vingts pieds de largeur par cent dix-sept pieds de profondeur, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses dessus construites ; ces deux lopins formant un seul lot de terre.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 12 octobre 1921.
[Première publication, 15 octobre 1921]
3601—41-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JAMES DEVLIN, plain-**
No. 121. } tiff ; vs **ALBERT-**
CARTER JOHNSTON, defendant.

These certain emplacements fronting on Montclair avenue, in Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of Montreal, and known as subdivisions two hundred and forty five and two hundred and forty six of lot number one hundred and fifty two (Nos 152-245, 152-246), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing together eighty feet in width by one hundred and seventeen feet in depth, English measure—with all the buildings thereon erected ; those two lots forming one plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 12th October, 1921.
[First publication, 15th October, 1921]
3602—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CORPORATION**
No 2057. } **DU VILLAGE DU**
CANTON DE CHAMBLY, corporation ayant
son principal établissement au village du canton
de Chambly, demanderesse ; contre **DAME**
MARIE-LOUISE PANNETON, épouse séparée
de biens de J.-Antoine Gagnon, du village du
canton de Chambly, et ce dernier partie aux présen-
tes aux fins d'autoriser sadite épouse, défende-
resse.

Quatorze lots de terre situés dans la paroisse
de la Pointe-aux-Trembles, connus sous les Nos
210, 211, 212, 213, 249, 250, 251, 252, 261, 262,
263, 279, 280 et 281 de la subdivision du lot
No 85 des plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de la Pointe-aux-Trembles ; lesdits lots
261, 262 et 263 du lot numéro 85, bornés en
front par une rue projetée connue sous le numéro
85-244 desdits plan et livre de renvoi officiels ;
lesdits lots 279, 280 et 281 du lot numéro 85 ;
bornés en front par une rue projetée connue sous
le numéro 85-298 desdits plan et livre de renvoi
officiels ; lesdits lots 210, 211, 212, 213, 249,
250, 251 et 252 du lot numéro 85, bornés en
front par une rue projetée connue sous le numéro
85-216 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OC-
TOBRE prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 21 septembre 1921.

[Première publication, 24 septembre 1921]
3395—38-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CORPORATION**
No. 2057. } **OF THE VILLAGE**
OF THE TOWNSHIP OF CHAMBLY, a cor-
poration having its principal establishment at
the village of the township of Chambly, plaintiff ;
against **DAME MARIE-LOUISE PANNETON**,
wife separate as to property of J.-Antoine Ga-
gnon, of the village of the township of Chambly,
and the latter a party hereto to authorize his
said wife, defendant.

Fourteen lots of land situated in the parish
of Pointe-aux-Trembles, known under the Nos.
210, 211, 212, 213, 249, 250, 251, 252, 261, 262,
263, 279, 280 and 281 of the subdivision of the
lot No No. 85 of the official plan and book of
reference of the parish of Pointe-aux-Trembles ;
the said lots 261, 262 and 263 of lot number 85,
bounded in front by a projected street known
under the number 85-244 of the said official plan
and book of reference ; the said lots 279, 280
and 281 of lot number 85 ; bounded in front
by a projected street known under the number
85-298 of said official plan and book of reference ;
the said lots 210, 211, 212, 213, 249, 250, 251
and 252 of the lot number 85, bounded in front
by a projected street known under the number
85-216 of said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER
next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 21st September, 1921.

[First publication, 24th September, 1921]
3396—38-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Rimouski. } **GEORGES DU-**
No. 7377. } **MONT** ; contre
HERMENEGILDE LEPAGE, Saint-Narcisse,
à savoir :

La moitié ouest du lot numéro trente-sept au
cadastre officiel du rang cinq du canton Macpès,
contenant 50 acres en superficie ; borné à l'est
à E. Gagnon, à l'ouest à Jos. Gagnon—avec
bâtisses sus construites ; à distraire l'emplace-
ment vendu à Ozanam Gagné.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement,
en la ville de Rimouski, le SEIZIEME jour de
NOVEMBRE prochain, 1921 à DIX heures de
l'avant-midi.

Le shérif,
CHS D'ANJOU.

Rimouski, 12 octobre 1921. 3603—41-2
[Première publication, 15 octobre 1921]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } **GEORGES DU-**
No. 7377. } **MONT** ; against
HERMENEGILDE LEPAGE, Saint-Narcisse,
to wit :

The western half of the lot number thirty
seven on the official cadastre of the fifth range of
the township Macpès, containing 50 acres in
area ; bounded on the east by E. Gagnon, on the
west by Jos. Gagnon—with buildings erected
thereon ; to be deducted therefrom the emplace-
ment sold to Ozanam Gagné ;

To be sold at the registry office, in the town of
Rimouski, on the SIXTEENTH day of NO-
VEMBER next, 1921, at TEN o'clock in the
forenoon.

CHS D'ANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 12th October, 1921. 3604—41-2
[Second publication, 15th October, 1921]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec. } **ERNEST DUBOIS**,
District de Roberval, } **de Larouche, indus-**
à savoir : No 1808. } **triel, demandeur ; vs**

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec. } **ERNEST DUBOIS**,
District of Roberval, } **of Larouche, manu-**
to wit : No. 1808. } **facturer, plaintiff ; vs**

JOSEPH GAUDREAU, de Saint-Henri-de-Taillon, industriel, défendeur.

JOSEPH GAUDREAU, of Saint-Henri-de-Taillon, manufacturer, defendant.

1. Un moulin à scie sis et situé en la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, avec en plus tout ce qui fait partie dudit moulin et qui sert à son exploitation, ainsi que tout ce qui se trouve dans le hangar de Henri Morin, au quai, et appartenant audit moulin sans en rien réserver ni excepter appartenant au dit défendeur. Ledit moulin à scie étant situé partie sur le lot numéro vingt et partie sur le lot numéro vingt-six (ptie sur 20 et ptie sur 26) désigné au cadastre officiel pour le huitième rang du canton Taillon. Tous les droits, ouvrages et prétentions que le défendeur a et peut avoir sur un certain terrain ou emplacement situé à Saint-Henri-de-Taillon, mesurant quatre cent cinquante pieds de largeur sur trois cent cinquante pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt (No 20) au cadastre officiel pour le huitième rang du canton Taillon susdit, et tel qu'il est décrit dans un certain acte de bail intervenu entre J.-Ernest Dubois et Siviard Larouche, devant témoins durant le cours du mois de mars mil neuf cent seize, et dûment enregistré à Hébertville—appartenances et dépendances ;

1. A sawmill being and situate in the parish of Saint-Henri-de-Taillon, with moreover everything forming part of the said mill and used for its operation, as well as everything that is in the shed of Henri Morin, on the wharf, and belonging to the said mill without reserving or excepting anything therefrom belonging to the said defendant. The said sawmill being situate partly on the lot number twenty and partly on the lot number twenty six (partly on 20 and partly on 26) designated on the official cadastre for the eighth range of the township Taillon. All the rights, works and pretensions that the defendant has and may have on a certain lot or emplacement situate at Saint-Henri-de-Taillon, measuring four hundred and fifty feet in width by three hundred and fifty feet in depth, forming part of the lot of land known and designated under the number twenty (No. 20) on the official cadastre for the eighth range of the aforesaid township Taillon, and such as described in a certain deed of lease entered into between J.-Ernest Dubois and Siviard Larouche, before witness during the course of the month of March, one thousand nine hundred and sixteen, and duly registered at Hébertville—appurtenances and dependencies ;

2. Tous les droits, ouvrages et prétentions que le défendeur a et peut avoir sur le lot de terre numéro dix-huit (No 18) désigné au cadastre officiel pour le huitième rang du canton Taillon—avec appartenances et dépendances.

2. All the rights, works and pretensions that the defendant has and may have in the lot of land number eighteen (No. 18) designated on the official cadastre for the eighth range of the township Taillon—with appurtenances and dependencies.

Pour être vendu séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri-de-Taillon, comté de Lac-Saint-Jean. MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain (1921), à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint-Henri-de-Taillon, county of Lake Saint-John, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, 1921, at TWO o'clock in the afternoon.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 11 octobre 1921.

Roberval, 11th October, 1921.

[Première publication, 15 octobre 1921]
3605—41-2

[First publication, 15th October, 1921]
3606—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, }
District de Roberval. } ARMAND COTÉ
No 1443. } ET ARTHUR
TREMBLAY, tous }
deux de Métabetchouan, y faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "Côté & Tremblay" ; vs ESDRAS ST. PIERRE, journaliste, de la paroisse de Saint-Jérôme, actuellement de Lac Bouchette, à savoir :

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Roberval. } ARMAND COTÉ
No. 1443. } AND ARTHUR
TREMBLAY, both }
of Metabetchouan, together carrying on business in the said place under the name and style of "Côté & Tremblay" ; vs ESDRAS ST. PIERRE, laborer, of the parish of Saint-Jérôme, now of Lake Bouchette, to wit :

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin, connu et désigné sous le numéro treize-K (No 13-K), du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Dablon, mesurant cinq perches de front sur cinq perches de profondeur—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Thomas-d'Aquin, known and designated under No. thirteen-K (No. 13-K) of the fifth range of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Dablon, measuring five perches in front by five perches in depth—with the buildings erected, appurtenances and dependencies ;

2. Un terrain contigu à celui ci-dessus décrit, faisant partie des lots connus et désignés sous les numéros treize-M et treize-N (pties 13-m et 13-n) du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du susdit canton Dablon ; borné en front, à l'est, au terrain ci-dessus en premier lieu décrit, en profondeur, à l'ouest, au terrain de Henri Dumais, tenant au nord au terrain de Edouard Drolet, Joseph Bouchard et Alfred Vandal, et au sud au terrain de la fabrique—

2. A lot of land contiguous to the above described, being part of lots known and designated under numbers thirteen-M and thirteen-N (parts 13-m and 13-n) of the fifth range of the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Dablon ; bounded in front, to the east, by the land firstly above described, in depth, to the west, by the land of Henri Dumais, bounded to the north the land of Edouard Drolet, Joseph Bouchard and Alfred Vandal, and to the

avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances ;

3. Un terrain comprenant tout le lot numéro treize et les trois-quarts nord du lot numéro quatorze (Nos 13 et $\frac{3}{4}$ N-14) du sixième rang de la subdivision primitive du canton Dablon, maintenant connu et désigné comme étant les lots numéros treize et quatorze-A et la partie nord du lot numéro quatorze-B (13-A, 14-A et partie nord 14-B) du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Dablon—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), MERCREDI, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE prochain (1921), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 20 septembre 1921.

[Première publication, 24 septembre 1921]
3397—38-2

south the land of the Fabrique,—with buildings thereon erected appurtenances and dependencies ;

3. A lot of land comprising the whole of lot number thirteen and the north three-fourth of the lot number fourteen (Nos 13 and N- $\frac{3}{4}$ -14) of the sixth range of the primitive subdivision of the township of Dablon, now known and designated as being lots numbers thirteen and fourteen-A and the northern part of lot number fourteen-B (13-A, 14-A and northern part of 14-B) of the sixth range of the official plan and book of reference of the cadastre of the said township of Dablon—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin (Lac Bouchette), WEDNESDAY the TWENTY-SIXTH day of OCTOBER next (1921) at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office.

GEO. LEVESQUE,

Roberval, 20th September, 1921.

Sheriff.

[First publication, 24th September, 1921]

3398—38-2

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- } ATTENDU que par
Général-Suppléant. } la section 2 de la loi
11 George V, chapitre 64,
il est décrété que ladite loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil ;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur de la dite loi.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, et conformément aux dispositions de la section 2 de la loi 11 Georges V, chapitre 64, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la loi 11 Georges V, chapitre 64, relative au triatement des magistrats de district, soit mise en vigueur à compter de ladite date de la présente proclamation.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of The United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Acting-Deputy- } WHEREAS in and
Attorney-General. } by section 2 of
the Act 11 George V,
chapter 64, it is enacted that the said act shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council ;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the coming into force of the said act ;

NOW KNOW YE that be and with the consent and advice of Our Executive Council, and in accordance with the provisions of section 2 of the Act 11 George V, chapter 64, We have enacted and ordered and, by these presents enact and order that the Act 11 George V, chapter 64, respecting the salary of District Magistrates shall be in force on and from the said date of the present proclamation.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt et un et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

3609 C.-J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en-
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "Gazette officielle de Québec," laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi :

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Fèbvre, dans le comté de Yamaska Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre" :

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique et le plan de ce territoire faits selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts.

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "la municipalité de Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre" ;

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FOURTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth of Our Reign.

By command,

3610 C.-J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } provisions of the Municipal Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the "Quebec Official Gazette", which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexion, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexion to a municipality, is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law :

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Fèbvre, in the county of Yamaska, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and erect it into a distinct municipality under the name of "The municipality of Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre" :

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description and plan of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a municipality, have been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre" ;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de : la municipalité de Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre, dans le comté d'Yamaska, est pris dans la seigneurie de la Baie-Saint-Antoine et sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Fèbvre ; ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel de cette dernière paroisse, sont les suivantes, à savoir :

Vers le nord-ouest : la commune de la Baie-Saint-Antoine, —No un (1) cadastral, —sur la longueur s'établissant depuis le lot numéro neuf (9) inclusivement, jusqu'à la seigneurie de Lussaudière ;

Vers le sud-est : la ligne limitative entre les première et deuxième concessions de la seigneurie de la Baie-Saint-Antoine, depuis y compris le lot numéro cinq cent soixante-trois (563) jusqu'à la seigneurie de Saint-François ;

Vers le nord-est : le village de la Baieville et les lots numéros sept, deux cent vingt-neuf et cinq cent cinquante-cinq (7, 229 et 555) ;

Vers le sud-ouest : la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, dans les seigneuries de Lussaudière et de Saint-François sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Fèbvre et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DOUZIEME jour d'OCTOBRE en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

3587

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner, —SALUT :

NOW KNOW YE that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents that the said territory, viz :

All the territory bounded as follows :

The territory to be erected into a separate municipality under the name of : the municipality of Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre, in the county of Yamaska, is taken in the seigniorie of Baie-Saint-Antoine, and shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Fèbvre ; its boundaries according to the official cadastre of the latter parish, are the following, to wit :

On the northwest : the commune of Baie-Saint-Antoine, cadastral number one (1), for the length established from the lot number nine (9) inclusively to the seigniorie of Lussaudière ;

On the southeast : the division line between the first and second concessions of the seigniorie of Baie-Saint-Antoine from and including the lot number five hundred and sixty three (563) to the seigniorie of Saint-François ;

On the northeast : the village of Baieville and the lots numbers seven, two hundred and twenty nine and five hundred and fifty five (7, 229 and 555) ;

On the southwest : the parish of Saint-Thomas-de-Pierreville, in the seigniories of Lussaudière and of Saint-François, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Fèbvre, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the municipality of Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this TWELFTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Québec,

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, —GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, }
Assistant-Procurer-} ATTENDU qu'en
Général.} vertu des disposi-
 tions du code municipal
 de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la "*Gazette officielle de Québec*", laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée, et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans dans la municipalité de la partie est du canton de Girard, dans la seconde division municipale du comté du Lac-Saint-Jean, Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire de ladite municipalité, et de l'ériger en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Girardville" ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique et le plan de ce territoire faits selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "La municipalité de Girardville".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire—dans la seconde division municipale du comté du Lac Saint-Jean—à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La municipalité de Girardville", est formé des sept premiers rangs du canton de Girard et de la partie, déjà subdivisée en lots de fermes, du canton de Beaudet ; les bornes de ce territoire seront les suivantes, savoir :

Au nord-est : le côté nord-est de la rivière Mistassini, dans le canton de Beaudet ;

Au sud-ouest : le huitième rang du canton de Girard ;

Au sud-est : la municipalité du canton d'Albanel, sur autant de la longueur assignée par les deux bornes précédentes ;

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, }
Deputy-Attorney-} WHEREAS in and by
General.} virtue of the pro-
 visions of the Muni-
 cipal Code of the Province of Quebec, the Lieuten-
 ant-Governor-in-Council may, by proclama-
 tion, published in the "*Quebec Official Gazette*,"
 which shall come into force on the date therein
 mentioned, order the erection of village or rural
 municipalities, the divisions of such municipalities
 or their annexation, in whole or in part, to other
 municipalities, whether of cities, towns or villages
 in one and the same county, or also order the
 alteration of the boundaries of those already
 existing, provided that application to that
 effect be made by the majority of the proprietors
 of immoveable property situated within the
 limits of the territory whereof the erection into a
 municipality or the division or the annexation
 to a municipality, is applied for, and provided
 also that, after such change, each municipality
 still possesses, as the case may be, the population
 or the number of inhabited houses required by
 law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the east part of the township of Girard, in the second division of the county of Lake Saint-John, has been presented to Us, making application to detach this territory from the said municipality and erect into a distinct municipality under the name of "The municipality of Girardville" ;

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the technical description and plan of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a municipality, have been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of Girardville".

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory—in the second municipal division of the county of Lake Saint-John—to be erected into a distinct municipality under the name of "The municipality of Girardville", is made up of the seven first ranges of the township of Girard and of the part, presently subdivided in farm lots, of the township of Beaudet : the boundaries of this territory shall be the following to wit :

On the northeast : the northeast side of the Mistassini river, in the township of Beaudet ;

On the southwest : the eighth range of the township of Girard ;

On the southeast : the municipality of the township of Albanel, for an equal length of the two foregoing boundaries ;

Au nord-ouest : les cantons projetés de Bourdon et de Ramesay, dans les terres vagues de la Couronne, sera détaché de la municipalité de la partie est du canton de Girard et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Girardville", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI. Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé, le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TREIZIÈME jour d'OCTOBRE en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province.

3611

C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes ;

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires de biens-fonds compris dans un certain territoire ci-après décrit et situé dans la municipalité de a paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, dans le comté de Verchères Nous a été présentée, demandant de détacher ce territoire dans ladite municipalité et de l'ériger en

On the northwest : the projected townships of Bourdon and Ramesay, in the waste lands of the Crown, shall be detached from the municipality of the east part of the township of Girard and shall henceforth from this day form a separate municipality of under the name of "The municipality of Girardville".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF. We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this THIRTEENTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command.

C.-J. SIMARD.

3612

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India ;

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and by
Deputy-Attorney- } virtue of the pro-
Général. } visions of the Municipal
Code of the Province of Quebec, the Lieutenant Governor in Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the divisions of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality, is applied for, and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS, a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory hereinafter described and situated in the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, in the county of Verchères, has been presented to Us, making application to detach this territory

municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu";

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient une population de trois cents âmes, et qu'après son érection en municipalité séparée, il restera dans la municipalité d'où ce territoire a été détaché, une population de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que la description technique et le plan de ce territoire faits selon les exigences de la loi et figurant le territoire dont on demande l'érection en municipalité ont été approuvés par Notre Ministre des Terres et Forêts;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies et qu'en conséquence nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection de "La municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu".

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de notre Conseil exécutif et conformément aux dispositions du code municipal de notre province de Québec, nous déclarons par les présentes que ledit territoire savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte sous le nom de : La municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu, dans le comté de Verchères, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, et sera formé du territoire assigné à cette dernière paroisse en vertu de la proclamation du trente janvier mil huit cent quatre-vingt dix, en en distraquant toutefois l'étendue qui, en référence aux données du cadastre officiel de ladite paroisse, sera renfermée dans les bornes suivantes, à savoir :

Vers le sud-est : la rivière Richelieu, en descendant son cours depuis le lot numéro vingt-neuf (29) exclusivement, jusqu'à l'axe de la montée, qui constitue à cet endroit la limite nord-est du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97);

Vers le sud-ouest et le nord-est : le lot numéro vingt-neuf (29) et le lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98) respectivement, sur une longueur de dix (10) arpents;

Vers le nord-ouest : deux tronçons de ligne—menés de chacune des extrémités des deux bornes précédentes—se raccordant à un point de la ligne séparant les lots numéros cinquante-deux (52) et cinquante-huit (58), distant de dix (10) arpents de la rivière Richelieu; cette étendue distraite et ainsi bornée devant constituer dans l'avenir : "La municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue", sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu" à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil Privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-

from the said municipality and erect into a distinct municipality under the name of "The municipality of Saint-Antoine-sur-Richelieu";

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains a population of three hundred souls and that after its erection into a distinct municipality there shall still remain in the municipality from which this territory has been detached, a population of three hundred souls;

Whereas it hath also been shewn to Us that the technical description and plan of this territory made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a municipality, have been approved by Our Minister of Lands and Forests;

WHEREAS all the other requirements of the law have been fulfilled and that in consequence We have deemed fit to comply with the petition presented to Us for the erection of "The municipality of Saint-Antoine-sur-Richelieu".

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a distinct municipality, under the name of "The municipality of Saint-Antoine-sur-Richelieu", in the county of Verchères, is detached from the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, and shall be made up of the territory assigned to the said parish in and by virtue of the proclamation of the thirtieth of January, one thousand eight hundred and ninety, deducting therefrom however the area which, with reference to the official cadastre of the said parish, is contained within the following boundaries, to wit :

Towards the southeast : the river Richelieu, downstream from lot number twenty nine (29) exclusively, to the axis of the hill road which constitutes at this place the northeast limit of the lot number ninety seven (97);

Towards the southwest and northeast : the lot number twenty nine (29) and the lot number ninety eight (98) respectively on a length of ten (10) arpents;

Towards the northwest : two pieces of line—drawn from each of the extremities of the two foregoing boundaries—meeting at a point of the line dividing the lots numbers fifty two (52) and fifty eight (58), ten (10) arpents distant from the river Richelieu; this area deducted and thus bounded to constitute hereafter : "The municipality of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Antoine-de-Padoue and shall henceforth from this day form a separate municipality of under the name of the municipality of Saint-Antoine-sur-Richelieu.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our

Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du Gouvernement, à QUEBEC, ce TREIZIEME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3613

Lettres patentes

" F.-A. Langlois Fur Company, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1921, constituant en corporation : Félix-A. Langlois, Odilon Langlois, les deux pelletiers, et Toussaint Brosseau, C. R., avocat, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers, exportateurs, courtiers, négociants en gros et au détail de fourrures, d'aucun autres produits et genres de fourrures, d'effets en fourrures, d'autres articles et choses dont font ordinairement commerce les marchands de fourrures et entreposeurs ;

Fabriquer, acheter, vendre, exploiter et faire commerce de toute espèce d'installations, machines, appareils, outils, ustensils, produits, articles et choses nécessaires ou utiles à l'exercice d'aucun des commerces précités, ou dont font habituellement commerce les personnes adonnées à iceux, sous le nom de "F.-A. Langlois Fur Company, Limited", le montant du capital actions de la compagnie sera divisé en mille deux cent cinquante parts de cent piastres chacune, privilégiées, et mille deux cent cinquante parts sans valeur nominale ; la compagnie opérera avec un montant de \$131,250.00.

Les actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié de 7% sur les bénéfices nets de chaque année, et, après ces paiements, les actions sans valeur nominale auront droit à un dividende.

On demande l'autorisation de payer F.-A. Langlois, négociant, de la cité de Montréal, en actions de la compagnie pour ses nom et clientèle.

Des actions autres que privilégiées seront émises et réparties au montant de cinq piastres, ou pour le montant à être déterminé par les administrateurs.

On sollicite aussi l'autorisation d'insérer dans les lettres patentes le pouvoir de rémunérer aucunes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

3585

Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTEENTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty one of and in the twelfth year of Our Reigh.

By command,
C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3614

Letters patent

" F.-A. Langlois Fur Company, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1921, incorporating : Félix-A. Langlois, Odilon Langlois, both furriers, and Toussaint Brosseau, K. C., advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on business of manufacturers, exporters, brokers and wholesale and retail dealers in furs and any other products or forms of furs, fur goods and other articles and things commonly dealt in by fur traders and warehouse men. To manufacture, buy, sell, treat and deal in all kinds of plant, machinery, apparatus, tools, utensils, products, articles and things necessary or useful in carrying on any of the above business or usually dealt in by persons engaged therein, under the name of "F.-A. Langlois Fur Company, Limited", the amount of the capital stock of the company is to be divided into one thousand two hundred and fifty shares of one hundred dollars each preferred and one thousand two hundred and fifty shares of no nominal value ; the company to carry on business with an amount of \$131,250.00.

The preferred shares will be entitled to be paid a preferential dividend of 7% out of the net profits of each year and after such payments the shares of no nominal value will be entitled to a dividend.

Authorization is sought to pay F.-A. Langlois, trader, of the city of Montreal, in stock of the company for good will of his name and clientele.

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at the price of five dollars, or for such price as determined by the directors.

The authorization is asked to insert also in the letters patent the power to remunerate any persons or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1921.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

3586

Liquidation—Avis de

Winding-up Notice

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
ET DE SES AMENDEMENTSUNDER THE WINDING UP ACT AND
AMENDMENTS

Cour supérieure, Montréal, No 70.

Dans l'affaire de Westmount City Dairies, Limited, en liquidation.

Avis est aux présentes donné que par un acte d'adjudication et de vente fait en vertu des dispositions de ladite Loi des liquidations et passé par devant L.-A. Hart, notaire, à Montréal, le 22 août 1921, le soussigné, Léonard Kent, de la cité de Montréal, comptable licencié, agissant en sa qualité de liquidateur à ladite Westmount City Dairies, Limited, aujourd'hui en liquidation, à vendre à Wilbur-W. Thompson, de ladite cité de Montréal, comptable, de la Merchants Bank of Canada, les propriétés immobilières ci-après décrites, appartenant à ladite compagnie en liquidation, à savoir :

1. Les terres situées dans la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, d'une superficie totale de quatre cents (400) arpents, plus ou moins, et composées des lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros cent trente-deux (132), cent trente-trois (133), cent trente-quatre (134), cent trente-cinq (135), cent trente-six (136), cent trente-sept (137), seize cent cinq (1605), seize cent six (1606), seize cent sept (1607), seize cent huit (1608) et seize cent neuf (1609) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus construites ;

2. Le lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, connu et désigné comme étant le lot cent trente-un (131) des plan et livre de renvoi officiel de ladite paroisse, d'une superficie de cinq arpents, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec la maison et les autres bâtisses dessus construites.

Ladite Westmount City Dairies, Limited, maintenant en liquidation, tel que susdit, a possédé lesdits immeubles durant les trois dernières années.

Copie dudit acte de vente et le certificat du registraire sur lesdites propriétés, dressé en la manière prescrite, ont été déposés chez ledit liquidateur, à son bureau, No 180 rue Saint-Jacques, dans la dite cité de Montréal; les dits documents ont été ainsi déposés et le présent avis est donné en vertu des dispositions des articles 7552 à 7557, les deux inclus, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Daté à Montréal susdit, ce onze octobre 1921.

Le liquidateur,
LEONARD KENT,

180 rue Saint-Jacques, à Montréal. 3607—41-2

Superior Court, Montreal, No. 70.

In the matter of Westmount City Dairies, Limited, in liquidation.

Notice is hereby given that by a deed of adjudication and sale made under the provisions of the said Winding up Act, and passed before L.-A. Hart, notary, at Montreal, on the 22nd day of August, 1921, the undersigned, Leonard Kent, of the city of Montreal, chartered accountant, acting in his quality of liquidator of the said Westmount City Dairies, Limited, now in liquidation, sold to Wilbur-W. Thompson, of the said city of Montreal, accountant of The Merchants' Bank of Canada, the immoveable properties hereinafter described, belonging to the said company in liquidation, namely :

1. Those certain farms situated in the parish of Saint-Michel-de-Vaudreuil, in the county of Vaudreuil, containing a total area of four hundred (400) arpents, more or less, and composed of the lots of land known and designated as the lots numbers one hundred and thirty-two (132), one hundred and thirty three (133), one hundred and thirty four (134), one hundred and thirty five (135), one hundred and thirty six (136), one hundred and thirty seven (137), sixteen hundred and five (1605), sixteen hundred and six (1606), sixteen hundred and seven (1607), sixteen hundred and eight (1608) and sixteen hundred and nine (1609) on the official plan and in the book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected ;

2. That certain lot of land situated in the said parish of Saint-Michel-de-Vaudreuil, known and designated as the lot number one hundred and thirty one (131) on the official plan and in the book of reference of the said parish, containing about five arpents in superficies, more or less, without warranty as to precise measurement with the house and other buildings thereon erected.

That the said Westmount City Dairies, Limited, now in liquidation as aforesaid, has possessed the said immoveables during the last three years.

That a copy of the said deed of sale and the registrar's certificate against the said properties prepared in the manner prescribed, have been deposited with the said liquidator at his office situated at No. 180 Saint James street, in the said city of Montreal; and that the said documents have been so deposited, and this notice is given under and in pursuance of the provisions contained in articles 7552 to 7557, both inclusive, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and for the purpose of giving the said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal aforesaid, this eleventh day of October, 1921.

LEONARD KENT,
Liquidator,

180 Saint James street, Montreal. 3608—41-2

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 41.

Index of the Quebec Official Gazette, No 41.

<p>ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—</p> <p>Dme Champagne vs Boudreau..... 2215 " Comtois vs Gauthier..... 2216 " Dupuis vs Daigneault..... 2216 " Gaynor vs O'Neil..... 2216 " Gittleson vs Wener..... 2216 " Lefkovitch vs Silverstone..... 2217 " Morin vs Gaudet..... 2215 " Perras vs Dallaire..... 2215 " Rousseau vs Riendeau..... 2217 " Samson vs Dumont..... 2215 " St-Maurice vs Gohier..... 2216 " Villeneuve vs Lafrance..... 2216</p> <p>ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2202</p> <p>AVIS DIVERS :—</p> <p>Compagnie d'exposition de Québec..... 2217 Murray River Power & Pulp Company, Lt'd..... 2217</p> <p>COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES:</p> <p>The Carter's Ink Co'y ; The Independ- ent Cordage Co'y of Ontario, Lt'd ; W.-J. Gage & Co, Lt'd..... 2218</p> <p>COMPAGNIE DISSOUTE :—</p> <p>La Société de Prêts de Mégantic, Itée... 2218</p> <p>DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—</p> <p>Village Saint-Clet, comté de Soulanges.. 2214</p> <p>DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—</p> <p>L'Urbaine compagnie d'assurance contre l'incendie..... 2214</p> <p>FAILLITE—AVIS DE :—</p> <p>Brunelle, cession..... 2229</p> <p>LETTRES PATENTES :—</p> <p>F.-A. Langlois Fur Company, Lt'd..... 2236 International Exchange Co'y Lt'd..... 2209 La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Itée.. 2211 Montreal Distillery Company, Lt'd.... 2211</p> <p>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—</p> <p>Century Theatre, Lt'd..... 2213</p> <p>LIQUIDATION :—</p> <p>Westmount city Dairies, Lt'd..... 2237</p> <p>MINUTES DE NOTAIRE :—</p> <p>Demande par M. J.-A. Plourde..... 2219 Demande par M. Louis-C. Godbout... 2220 En faveur de M. Dominique Pelletier... 2219</p> <p>NOMINATIONS :—</p> <p>Commissaires d'écoles ; syndics d'écoles. 2214 Juges de paix ; Inspecteurs d'établisse- ments ; Inspecteur d'écoles ; Magis- trat de district..... 2208</p>	<p>ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—</p> <p>Dme Champagne vs Boudreau..... 2215 " Comtois vs Gauthier..... 2216 " Dupuis vs Daigneault..... 2216 " Gaynor vs O'Neil..... 2216 " Gittleson vs Wener..... 2216 " Lefkovitch vs Silverstone..... 2217 " Morin vs Gaudet..... 2215 " Perras vs Dallaire..... 2215 " Rousseau vs Riendeau..... 2217 " Samson vs Dumont..... 2215 " St-Maurice vs Gohier..... 2216 " Villeneuve vs Lafrance..... 2216</p> <p>ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2202</p> <p>MISCELLANEOUS NOTICES :—</p> <p>Compagnie d'exposition de Québec..... 2217 Murray River Power & Pulp Company, Lt'd..... 2217</p> <p>COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—</p> <p>The Carter's Ink Co'y ; The Independ- ent Cordage Co'y of Ontario, Lt'd ; W.-J. Gage & Co, Lt'd..... 2218</p> <p>COMPANY DISSOLVED :—</p> <p>La Société de Prêts de Mégantic, Itée... 2218</p> <p>DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—</p> <p>Village Saint-Clet, county of Soulanges.. 2214</p> <p>TREASURY DEPARTMENT :—</p> <p>L'Urbaine compagnie d'assurance contre l'incendie..... 2214</p> <p>BANKRUPT NOTICES :—</p> <p>Brunelle, abandonment..... 2229</p> <p>LETTERS PATENT :—</p> <p>F.-A. Langlois Fur Company Lt'd..... 2236 International Exchange Co'y Lt'd..... 2209 La Compagnie J.-B. Thibaudeau, Itée.. 2211 Montreal Distillery Company, Lt'd.... 2211</p> <p>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—</p> <p>Century Theatre, Lt'd..... 2213</p> <p>WINDING UP :—</p> <p>Westmount city Dairies, Lt'd..... 2237</p> <p>NOTARIAL MINUTES :—</p> <p>Application by Mr. J.-A. Plourde..... 2219 Application by Mr. Louis-C. Godbout.. 2220 In favor of M. Dominique Pelletier..... 2219</p> <p>APPOINTMENTS :—</p> <p>School commissioners ; school trustees.. 2214 Justices of the peace ; Inspectors of the establishment ; School inspector ; Dis- trict of magistrate..... 2208</p>
---	---

ORDRE DE COUR :—

Adam vs Brunelle.....	2220
PROCLAMATIONS :—	
La municipalité de Girardville.....	2232
La municipalité de Saint-Antoine-sur-Richelieu.....	2234
La municipalité de Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre.....	2231
Traitement des magistrats de district..	2230

SOUMISSIONS :—

Cité de Thetford-Mines.....	2220
-----------------------------	------

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Goudrault, Stanislas.....	2221
Marcotte, Trefflé.....	2222
Pelletier, Alexandre.....	2221

VENTE PAR LICITATION :—

Bertrand (Dme) vs Dme Bertrand <i>et al.</i> ..	2223
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Allie (Delle) vs Baron.....	2223
Girard (Delle) vs Breault.....	2224
Moreau vs Champagne..	2224

BEAUCE :—

Bolduc <i>et al</i> vs Audet.....	2224
Buteau vs Poulin.....	2225

BEAUHARNOIS :—

Guilbault <i>et al</i> vs Dagneault <i>esql.</i>	2225
Montpetit vs O'Neil.....	2225

GASPÉ :—

Lepage vs Hamel.....	2226
----------------------	------

JOLIETTE :—

Godon vs Deslauriers.....	2226
La Banque Nationale vs Guérard <i>et al.</i> ..	2227

MONTREAL :—

Corporation du village du canton de Chambly vs Dme Panneton.....	2228
Devlin vs Johnston.....	2227

RIMOUSKI :—

Dumont vs Lepage.....	2228
-----------------------	------

ROBERVAL :—

Côté <i>et al</i> vs St-Pierre.....	2229
Dubois vs Gaudreault.....	2228

RULE OF COURT :—

Adam vs Brunelle.....	2220
-----------------------	------

PROCLAMATIONS :—

The municipality of Girardville.....	2232
The municipality of Saint-Antoine-sur-Richelieu.....	2234
The municipality of Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Fèbvre.....	2231
Salary of district magistrates.....	2230

TENDERS :—

City of Thetford-Mines.....	2220
-----------------------------	------

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Goudrault, Stanislas.....	2188
Marcotte, Trefflé.....	2222
Pelletier, Alexandre.....	2221

SALE BY LICITATION :—

Bertrand (Dme) vs Dme Bertrand <i>et al.</i> ..	2223
---	------

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Allie (Delle) vs Baron.....	2223
Girard (Delle) vs Breault.....	2224
Moreau vs Champagne..	2224

BEAUCE :—

Bolduc <i>et al</i> vs Audet.....	2224
Buteau vs Poulin.....	2225

BEAUHARNOIS :—

Guilbault <i>et al</i> vs Dagneault <i>esql.</i>	2225
Montpetit vs O'Neil.....	2225

GASPÉ :—

Lepage vs Hamel.....	2226
----------------------	------

JOLIETTE :—

Godon vs Deslauriers.....	2226
La Banque Nationale vs Guérard <i>et al.</i> ..	2227

MONTREAL :—

Corporation of the village of the township of Chambly vs Dme Panneton..	2228
Devlin vs Johnston.....	2227

RIMOUSKI :—

Dumont vs Lepage.....	2228
-----------------------	------

ROBERVAL :—

Côté <i>et al</i> vs St-Pierre.....	2229
Dubois vs Gaudreault.....	2228

